

Le Japon 15 mois après le séisme du Tohoku (23 mai 2012)

L'accident de Fukushima a, bien évidemment, remis en question le recours au nucléaire civil pour produire de l'électricité. On voit par exemple défendre en France l'idée selon laquelle il serait facile de sortir du nucléaire puisque, sans s'y être préparé, le Japon l'a fait en 15 mois. Après le violent séisme de forte magnitude du 11 mars 2011, suivi d'un gigantesque tsunami entraînant la fusion des cœurs de trois des réacteurs de Fukushima I, le dernier des 54 réacteurs japonais a, de fait, été mis à l'arrêt pour maintenance et révision le 6 mai 2012 : CQFD !

Est-ce vraiment aussi simple ?

Le Japon était à l'évidence mal préparé à un tel enchaînement d'évènements. Un grand nombre des quelque 300 000 personnes déplacées suite au tsunami vivent encore de façon précaire et nombre des zones dévastées ont été déclarées non constructibles tandis que pour ce qui est des quelque 100 000 personnes évacuées du fait du risque de contamination radioactive, ce n'est que depuis quelques jours que 16 000 habitants ont été autorisés à revenir dans leur domicile pour organiser les travaux nécessaires, ils pourront le faire sans précautions particulières mais cependant sans pouvoir dormir sur place.

Sans nucléaire, le Japon continue donc à vivre et même à progresser : la croissance repart après une chute en 2011 et la production industrielle est en hausse de 3%, de quoi faire des envieux. Ces chiffres s'expliquent par d'importants investissements publics (200 milliards d'euros débloqués pour la reconstruction) et la reprise des marchés mondiaux du Japon, automobile et électronique notamment, mais pour la première fois depuis 1980 la balance commerciale est déficitaire en 2011, en raison de la hausse des importations de pétrole, de gaz liquéfié et de charbon de 55 milliards pour la seule année 2011. Ce chiffre pourrait dépasser 100 milliards en 2012.

Bref, alors qu'il y a un an le pays semblait sortir enfin d'une récession de plus de 20 ans entrecoupée, par intermittence, de rares périodes de reprises, voilà qu'il risque de retomber dans son étrange ornière faite d'une solide économie, d'un remarquable niveau de vie et d'un yen fort dans un Etat en pleine débâcle financière avec l'explosion des déficits budgétaires et de la dette publique (229% si on la rapporte au PIB en 2011 comme le fait le FMI mais beaucoup plus si on la compare aux rentrées du trésor public comme cela semblerait pertinent d'autant que cette dette est presque entièrement détenue par les japonais).

En matière d'énergie la situation est préoccupante et 2012 s'annonce plus difficile que 2011 : on sait que le pic de consommation d'électricité a lieu en été en raison du recours massif à la climatisation, or pendant l'été 2011 certains réacteurs nucléaires étaient encore en production alors que le risque est grand d'en avoir aucun en 2012. Malgré les incitations d'économie prônées par le gouvernement (pour la région d'Osaka qui est très industrielle et très peuplée 16% d'économie sont demandés – ce n'est pas rien – voire 20% si les températures sont telles que celles de 2010). L'arrêt des climatiseurs du fait des pénuries d'électricité pourrait bien causer encore plus de décès parmi les personnes fragiles que l'été 2011, des décès sans aucun lien avec la radioactivité mais des décès réels qui pourraient être attribués, c'est selon, soit à l'accident de Fukushima soit à la mise à l'arrêt des autres réacteurs aptes à fonctionner.

Quelles sont les perspectives de remise en marche des centrales ?

Sur les 50 réacteurs restant après le déclassement des 4 réacteurs accidentés 35 à 40 pourraient effectivement redémarrer ; en effet une bonne dizaine pourrait se trouver condamnés par crainte d'un trop grand risque sismique (présence d'une faille dans leur voisinage proche) ou par l'impossibilité de les protéger d'un tsunami de forte hauteur. Pour la quarantaine restante, il faut pour qu'ils puissent redémarrer que soient remplies de multiples conditions :

- Respect des *stress tests* (tests supplémentaires de sûreté décidés il y a près d'un an) et achèvement des travaux de renforcement nécessaires. Une vingtaine de réacteurs a franchi tous les tests mais, malgré le soutien de l'AIEA, ces critères font encore l'objet de contestation notamment s'agissant des aménagements spécifiques requis pour renforcer la sûreté dans les situations extrêmes.
- Approbation par l'autorité de sûreté des conditions de démarrage. Ceci constitue un problème sérieux : en effet on se rappelle que NISA, l'ancienne autorité de sûreté s'étant disqualifiée, il a été décidé de changer complètement l'organisation mais les choses n'avancent guère. Il y a en effet un *hic* sérieux : la nouvelle loi devant entériner cette nouvelle organisation n'est toujours pas votée alors qu'il était prévu qu'elle le fût avant le 1^{er} avril. A cette date seuls les dossiers des deux réacteurs Ohi 3 et 4 de la compagnie Kepco qui est la plus dépendante du nucléaire et qui alimente la région centrale du Japon (Osaka, Kobé, Kyoto ou encore Shiga) avaient été validés. Ce sont ces deux réacteurs dont le gouvernement a autorisé le redémarrage. Un 3^{ème} dossier, celui du réacteur Ikata 3 est finalisé mais est resté en attente de décision formelle. Le gouvernement ayant depuis peu demandé à l'ancienne NISA de reprendre ses travaux en attente de mise en place de la nouvelle organisation, celle-ci vient de reprendre ses réunions avec les exploitants et les choses pourraient avancer à moins que ... cette façon de faire ne relance les critiques.
- Accord enfin des autorités et acceptation des décisions par le public sans qu'on sache bien dans quel ordre se présentent ces deux points. Il s'agit là en effet d'un problème complexe, même pour un esprit japonais, pour lequel de nombreuses interactions existent. Il faut prendre en compte deux réalités bien distinctes :
 - 1) En principe, légalement, seul le gouvernement japonais peut donner une autorisation d'exploitation d'une installation nucléaire, mais au fil du temps, au cours des 20 ou 30 dernières années, du fait de la constante remise en cause des décisions du gouvernement central par ceux des régions (par exemple Osaka, Nagoya, Aomori, Sendai, etc) dans tous les domaines (installations nucléaires, trains à grande vitesse, autoroutes par exemple) l'habitude s'est progressivement installée de ne délivrer des autorisations qu'une fois achevée la négociation entre toutes les parties prenantes et atteint le consensus. Le même genre de discussion intervient avec les préfectures locales (Fukui par exemple dans le cas du site Ohi).
 - 2) Depuis l'accident de Fukushima, l'opinion publique japonaise est devenue majoritairement hostile à la poursuite du recours à long terme au nucléaire mais une partie importante de la population sent bien que le pays ne peut pas actuellement se passer de nucléaire et est prête à accepter un redémarrage partiel du parc, sachant bien que c'est le seul moyen d'éviter les restrictions de consommation d'électricité et de limiter la hausse du prix du kWh. Rien n'est clair aujourd'hui cependant sur la durée transitoire 10 ans, 20 ans ou plus, ni sur le poids qui devrait être dévolu au nucléaire dans cette période. Cette situation risque de durer car, au lendemain de l'accident, le gouvernement a mis en place des groupes de réflexion en vue d'élaborer la politique énergétique à long terme mais si les groupes de pression ont été invités à participer à ces réflexions, les producteurs – pour des raisons semble-t-il éthiques – ne l'ont pas été ce qui n'est pas pour faciliter l'établissement d'un plan réaliste ! Dans un pays démocratique et très féru de consensus, c'est là un signe du discrédit dont sont l'objet les producteurs d'électricité. Un programme est cependant annoncé pour l'été.

Il convient enfin de souligner, que face à un contexte compliqué, le gouvernement est faible, ce qui n'est pas nouveau, qu'il est divisé sur la question nucléaire comme l'est du reste l'assemblée (Diète) et que le premier ministre lui-même manque d'autorité (environ 20% d'opinions favorables dans la population).

On observera cependant que la situation n'est cependant pas totalement bloquée : si le gouverneur d'Osaka, certes, refuse le redémarrage d'Ohi, il ne le fait pas par refus du nucléaire mais avant tout par critique du manque de transparence de la méthode et des procédures suivies par Tokyo pour délivrer une autorisation (la décision est semble-t-il prise par le premier ministre, son chef de cabinet, le ministre de l'économie et celui de l'environnement) et par critique de la collusion qui existe selon lui entre le gouvernement central et l'industrie. Par ailleurs le Conseil de la ville de Ohi où sont implantés les deux réacteurs en cause et le parlement de la préfecture locale, celle de Fukui, ont approuvé par vote le redémarrage. Donc l'espoir existe mais il serait bien présomptueux de prédire quand celui-ci pourra intervenir.

Enfin un autre facteur doit faire réfléchir : le fait qu'outre les pénuries d'électricité les consommateurs subissent déjà des hausses de prix qui ne feront que s'amplifier si une partie importante du parc ne pouvait pas être remise en service. Ces hausses de prix ne manqueront pas d'entraîner une perte de pouvoir d'achat, ce qui n'est jamais populaire, et pour les entreprises un risque de délocalisation préjudiciable à l'emploi. Un responsable d'un grand groupe japonais (Fujitsu) vient déjà de théoriser sur l'intérêt qu'il y aurait pour de nombreuses entreprises japonaises à créer des filiales à l'étranger, loin de tout risque sismique, de façon à assurer au Japon la pérennité des revenus et des résultats à défaut de l'emploi ; on doute qu'il soit encouragé par le gouvernement. Personne en revanche ne semble se préoccuper des importantes dérives en matière d'émissions de CO₂ et de réchauffement climatique. Le Japon n'est cependant pas le seul pays à oublier aujourd'hui les engagements du protocole de Kyoto.

Un redémarrage partiel et progressif du parc reste donc plausible. Les pessimistes, il y en a beaucoup au Japon par les temps qui courent du côté des électriciens, craignent toutefois que le temps ne joue contre eux : si l'été se passe relativement bien, sans que des réacteurs ne redémarrent cet été, quelles seront les raisons pour justifier un démarrage une fois passé le pic de consommation ?

Comme on le voit les problèmes auxquels est confronté le Japon sont très sérieux, ils ne se limitent pas à la reconstruction du Tohoku dévasté par le tsunami ou à la remise en ordre du site de Fukushima et de la zone avoisinante ainsi que l'indemnisation des personnes touchées. Sans parler de chaos comme le font nombre de spectateurs et commentateurs, y compris japonais, il faut reconnaître que la situation à laquelle est aujourd'hui confronté le Japon est extrêmement complexe et que, dans cet environnement difficile, aucun pilote ne semble en mesure de contourner successivement tous les obstacles.

Tous ceux qui, en France, prônent une sortie '*à la japonaise*' ne savent à l'évidence pas de quoi ils parlent, c'est du moins ce que, par bienveillance, nous voulons espérer.

Bernard Lenail